

Géographie

CHAPITRE 3 p. 88 – Territoires, populations et développement : quels défis ?

L'humanité compte plus de 8 milliards d'habitants.

La croissance démographique demeure élevée dans certaines régions du monde et les disparités socio-économiques s'accroissent à toutes les échelles. La réduction des inégalités constitue un enjeu majeur pour des sociétés en quête d'un développement durable et équitable.

Étude de cas p. 90 : Développement et inégalités au Brésil

Doc 2 p. 90 : Les forces du Brésil

Le Brésil est la première puissance de l'Amérique latine tant au niveau territorial, démographique, politique, qu'économique. Avec ses 8,5 millions de km² aux innombrables ressources naturelles, une population dynamique de 213 millions d'habitants, un tiers de la richesse produite dans la région, le Brésil a pu se hisser parmi les économies émergentes, les fameux BRICS. Ses produits agricoles (café, soja, jus d'orange) inondent le monde, le secteur agroalimentaire représentant 20 % de son PIB. Le pays est également un important producteur de pétrole grâce à sa compagnie Petrobras et dispose d'un secteur aéronautique performant avec Embraer, à dimension internationale. Mais il connaît d'importants déséquilibres régionaux, les États du Sud étant les plus productifs (Rio, São Paulo, Rio Grande do Sul). [...] Son activisme diplomatique s'est intensifié sous les mandats du président Lula (2003-2011) et se lit à travers son réseau d'ambassades (125) dont la moitié est en Afrique, la communauté des pays de langue portugaise, et sa participation au système des Nations unies, en particulier à une cinquantaine de missions de maintien de la paix.

Frank Tétart (dir.), spécialiste en géopolitique, *Grand Atlas 2023*, © Autrement, un département des éditions Flammarion 2022.

Étude de cas p. 92

C. Réduire les inégalités, un enjeu de développement durable

Doc 6 p. 92 : Des politiques urbaines de développement

Les politiques menées afin de régler les problèmes liés à la prolifération et au développement des favelas l'ont été selon des stratégies variées. [...]

Historiquement, l'un des premiers buts recherchés fut celui de l'éradication des favelas, objectif teinté d'esthétisme et d'hygiénisme, mais s'accompagnant rarement d'une politique de relogement efficace. À l'échelle de la ville, cette stratégie, menée le plus souvent dans la violence, est un échec, ce qui n'empêche toutefois pas qu'elle continue d'être employée, comme ce fut le cas à la veille des jeux Olympiques de 2016. [...] D'autres initiatives, plus récentes, ont eu pour but l'intégration des favelas à la ville par des politiques urbaines visant à améliorer la connexion des favelas à la ville (notamment par la construction de téléphériques ou d'ascenseurs) ou même à les faire accéder au statut de quartier. [...] La politique de « pacification », qui conserve donc le lexique de la guerre toujours employé pour les favelas, est lancée en 2008 avec l'occupation militaire de la favela de Santa Marta dans le quartier de Botafogo. [...] Cette politique porte ses fruits en termes de diminution de la violence, les homicides se font plus rares, les fusillades disparaissent de la plupart des favelas visitées par les touristes.

Thomas Apchain, « Tourisme et pacification dans les favelas de Rio de Janeiro », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 2023.

Bilan p. 93

Changer d'échelle p. 93 : L'élargissement des BRICS

En dépit de quelques points communs (importante population et superficie, ressources naturelles), le groupe des BRICS se caractérise par sa forte hétérogénéité : il est notamment écrasé par le poids de la Chine (environ les deux tiers du PIB en PPA des BRICS) [...]. Mais les États des BRICS ont en commun leur pragmatisme et la volonté de défendre leurs intérêts [...]. Cette dynamique s'inscrit plus globalement dans la reconfiguration des inégalités de richesse et de développement à l'échelle mondiale, et dans une configuration plus multipolaire du monde que les BRICS revendiquent. Le groupe a fréquemment pris une posture de défenseurs des pays des Suds [...]. En août 2023, le groupe a annoncé un élargissement inédit. Au 1^{er} janvier 2024, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis intégreront officiellement le groupe. Le groupe des BRICS+ représentera 36 % du PIB mondial et 46 % de la population mondiale, mais il contrôlera également près de la moitié de la production mondiale d'énergies fossiles, d'autant que la dynamique pourrait se poursuivre : plus de 20 pays était officiellement candidats en 2023 (parmi lesquels le Nigéria, l'Indonésie ou encore l'Algérie).

D'après Clara Loïzzo, « Les BRICS passent de 5 à 11 membres et deviennent les BRICS+ », *Géoconfluences*, novembre 2023.

Étude de cas p. 94 : Développement et inégalités en Russie

A. La Russie, une puissance mondiale

Doc 1 p. 94 : Les atouts de la puissance russe

Depuis des siècles, la Russie se pense comme une grande puissance. Elle y est encouragée par la géographie – le fait d’être un géant doté du plus grand territoire du monde et de fabuleuses richesses en matières premières, d’être un État-continent qui s’étend de l’Europe jusqu’au Pacifique contribue à créer un formidable sentiment de puissance – et par l’Histoire. [...] À partir de 1945, elle se positionne comme la deuxième puissance dans un monde devenu bipolaire. En 1991, la Russie, qui émerge des cendres de l’URSS sur la scène internationale, hérite des attributs de sa puissance, notamment de son statut nucléaire et de son siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. [...] Ses richesses en matières premières lui donnant les moyens de tirer parti de dépendances économiques à des fins politiques, notamment dans l’espace postsoviétique, la Russie accorde depuis longtemps une importance particulière à l’énergie explicitement désignée comme un instrument de sa politique extérieure. [...] La Russie a réussi à tirer parti de nombre des atouts (diplomatiques, stratégiques, économiques, culturels et autres) qu’elle détient pour produire et imposer l’image d’un État acteur incontournable sur la scène internationale.

Anne de Tinguy, *Le Géant empêtré. La Russie et le monde de la fin de l’URSS à l’invasion de l’Ukraine*, Perrin, 2022.

Étude de cas p. 96

C. Quels défis pour l'avenir de la Russie ?

Doc 6 p. 96 : Les conséquences de la guerre en Ukraine

Les sanctions internationales et le conflit en lui-même auront des conséquences économiques majeures et durables pour le pays. Inégalement réparties dans l'espace et dans le temps. Les premières sanctions ont visé les oligarques et responsables politiques russes. Et surtout les banques et le système financier. Si bien qu'au-delà des oligarques, les premières populations touchées sont celles intégrées aux relations internationales, que ce soit par leur travail dans des entreprises internationales ou étrangères. [...] L'effet sera rapidement très important pour les plus pauvres. En Russie, ils sont majoritaires. Le pays est marqué par des gigantesques inégalités géographiques et sociales. En 2020, les 1 % les plus riches détenaient à eux seuls 60 % des richesses nationales. [...] Depuis 2013, le niveau de vie a baissé de 10 %. Avec une aggravation de la situation en 2020, marquée par une forte hausse des prix pour les produits de première nécessité. L'an dernier, 12 % des Russes ne pouvaient pas se nourrir suffisamment, et un quart d'entre eux consacraient à l'alimentation la totalité de leur budget. C'est dans ce contexte qu'est arrivée la guerre.

« Guerre en Ukraine : quelles conséquences économiques pour la Russie et les Russes ? », France Culture, 26 mars 2022.

Bilan p. 97

Changer d'échelle p. 97 : Les inégalités, un défi mondial

Depuis la première révolution industrielle, les inégalités entre les pays n'ont cessé d'augmenter quand elles diminuaient en interne. Depuis 1980, on assiste au mouvement inverse : les inégalités ont tendance à progresser au sein des nations plutôt qu'entre elles. C'est vrai des pays émergents, mais aussi des aires depuis longtemps émergées comme l'Union européenne ou les États-Unis. [...] Cette remontée des inégalités, que l'on pouvait difficilement imaginer dans les pays occidentaux, nourrit le sentiment de déclassement des catégories de population les plus affectées par la mondialisation, dans un contexte de remise en cause du rôle des États et de la concentration croissante des richesses. [...] À côté des inégalités traditionnelles entre hommes et femmes se manifestent des inégalités entre jeunes et personnes âgées au détriment des premiers, entre immigrés et natifs, fragilisant le tissu social et la cohésion nationale.

Les territoires moteurs du développement Métropole dynamique Autres métropoles Sabine Jansen, « Les inégalités, un défi mondial », *La Documentation française*, dossier « Les inégalités dans le monde », oct.-nov. 2023.

Étude de cas p. 98

Équipe 1 : Comment l'émergence de l'Inde se manifeste-t-elle ?

Doc 2 p. 99 : L'Inde, une puissance émergente

L'Inde est devenue le pays le plus peuplé du monde, selon l'ONU, avec plus de 1,425 milliard d'habitants, détrônant la Chine qui occupait la première marche du podium depuis 2 000 ans. Désormais, une personne sur cinq dans le monde est indienne. [...] La population indienne est également l'une des plus jeunes de la planète : 40 % des Indiens ont moins de 25 ans. [...] Selon l'OCDE, l'Inde est l'économie du G20 qui connaît la croissance la plus rapide depuis 2014. [L'Inde] s'est imposée l'année dernière comme la cinquième puissance économique mondiale, dépassant son ancien colonisateur, le Royaume-Uni. Avec une population jeune, éduquée et bien formée, le pays représente l'un des plus grands réservoirs de main-d'œuvre de la planète. Industrie pharmaceutique, chimie, aéronautique ou encore service aux entreprises font partie des secteurs les plus dynamiques. Portée par sa croissance démographique, l'Inde pourrait même devenir la deuxième économie mondiale d'ici 2075. [...] Puissance démographique, économique, culturelle, l'Inde est également une puissance militaire. Selon le rapport publié par Global Firepower, l'Inde se classe à la quatrième place des armées les plus puissantes au monde et dispose d'1,45 million de soldats actifs.

Grégoire Sauvage, « L'Inde en chiffres : les données clés d'une nouvelle superpuissance », France 24, 8 septembre 2023.

Étude de cas p. 100

Équipe 2 : Quelles sont les inégalités de développement en Inde ?

Doc 5 p. 100 : Un développement inégal

Malgré les progrès impressionnants de l'Inde en matière de développement socioéconomique de sa population, la croissance économique n'a pas conduit à l'égalité économique de la majorité de sa population, ce qui a entraîné d'énormes disparités de revenus et de richesses. Par exemple, le 1 % le plus riche de la population représente près de 52 % de la richesse nationale, tandis que les 10 % les plus riches de la population détiennent 77 % de la richesse totale. [...] Cette inégalité économique criante s'ajoute à une société déjà fracturée selon les régions, les castes, les religions et les sexes. Près de 42 % de la main-d'œuvre est employée dans le secteur agricole, qui ne représente que 16 % du PIB, tandis que l'économie informelle¹ représente près de 90 % de l'emploi. La pandémie a eu un impact énorme sur les travailleurs informels et les petites entreprises de l'Inde. Sur les 122 millions d'emplois perdus, 75 % l'ont été dans le secteur informel, alors que la richesse des milliardaires indiens a augmenté de 35 % pendant le Covid.

Mohit Anand, « La réémergence économique de l'Inde, causes et conséquences », *Conflits*, 10 mars 2021.

¹ Ensemble des activités économiques échappant au contrôle de l'État.

Équipe 3 p. 101 : À quels défis l'Inde est-elle confrontée ?

Doc 7 p. 101 : Le défi environnemental

En Inde, les sources de dégradations environnementales sont multiples, certaines ont trait aux orientations économiques du pays et aux modèles de production (agriculture intensive fortement consommatrice d'eau et de produits phytosanitaires, recours massif au charbon qui reste la principale source d'énergie), d'autres à l'insertion dans l'économie mondiale et à la quête de davantage de productivité (forte ponction des ressources naturelles, normes environnementales insuffisamment nombreuses et appliquées). L'élévation du niveau de vie d'une partie de la population contribue aussi à la dégradation de l'environnement du fait de l'augmentation de la consommation (alimentation, automobile, technologies de l'information et de la communication) et de l'empreinte écologique grandissante qui en découle. [...] Ces dégradations environnementales ont d'ores et déjà des conséquences sanitaires avérées. Les plus documentées sont celles relatives à la pollution atmosphérique. De ce point de vue, l'Inde compte plusieurs villes parmi les plus polluées de la planète et enregistre le plus grand nombre de décès liés aux maladies respiratoires. [...] Ce sont les catégories de population les plus modestes qui sont les plus affectées.

Virginie Chasles, professeur de géographie à l'université, « Les inégalités de santé dans les pays émergents, le cas de l'Inde », *Géoconfluences*, 2022.

Étude de cas p. 102 : Les enjeux du vieillissement au Japon

Doc 3 p. 102 : Le vieillissement de la population japonaise

Le Japon est un exemple extrême de décroissance démographique post-transition. L'espérance de vie y est forte avec plus de 84 ans en moyenne, mais le taux de fécondité, qui n'était déjà plus que de 1,75 enfant par femme en 1980, est aujourd'hui tombé à 1,36. Cela explique l'évolution de la population totale qui a culminé à 128 millions d'habitants autour de 2010 et s'établit en 2022 à 123 millions. L'ONU estime que le Japon devrait perdre 15 % de sa population d'ici 2050. Le Japon est le pays le plus vieillissant du monde avec 30 % des habitants ayant plus de 65 ans en 2020. La croissance de cette population âgée est quasi-exponentielle et est le souci démographique principal du pays. Les impacts sont de plusieurs ordres. D'abord, la main-d'œuvre est vieillissante et il y a pénurie de jeunes en âge de travailler. Ce point touche nécessairement le recrutement des armées. Ensuite, les dépenses sociales de l'État augmentent fortement. Des problèmes sociaux liés à l'appauvrissement et à la dépendance se développent. Le Japon s'adapte autant que faire se peut à la situation, notamment avec une robotisation à outrance de la société, dans l'industrie comme dans les services.

Alexandre Richard, « Les déstabilisations possibles conséquences des évolutions démographiques mondiales », *Revue Défense Nationale*, hors-série

n° 13, 2023.

Doc 5 p. 103 : L'immigration, une réponse au vieillissement

démographique

Sur fond de crise démographique sans fin, le Japon a pris en 2021 une décision inédite : les étrangers titulaires du visa délivré aux travailleurs qualifiés ne seront plus soumis à une durée limitée de séjour. Une petite révolution dans l'archipel. « Les travailleurs expérimentés pourront renouveler leur titre de séjour indéfiniment. De même, en vertu de cette mesure, le regroupement familial sera autorisé », décryptait alors le journal économique Nihon Keizai Shimbun. Le titre de séjour en question, connu sous le nom de « Specified Skilled Worker Visa » (« visa pour les travailleurs qualifiés »), concerne à ce stade 350 000 ressortissants étrangers employés dans quatorze secteurs souffrant d'un manque criant de main-d'œuvre, tels que l'agriculture, la pêche et l'hôtellerie. Ceux qui travaillent dans le BTP et sur les chantiers navals bénéficiaient déjà d'une dérogation. Dans un pays qui refusait d'avoir une véritable politique d'immigration, « cette réforme, qui permettra aux étrangers d'avoir plus de facilité pour s'installer définitivement au Japon, est un véritable tournant », souligne Saburo Takizawa, professeur émérite de l'université Toyo Eiwa.

Extrait de « La bombe démographique », *Courrier International*, hors-série,

2022.

Cours p. 104 : Des trajectoires démographiques différenciées : les défis du nombre et du vieillissement

1. Une planète de plus en plus peuplée

La Terre compte plus de 8 milliards d'habitants en 2023. Le xxe siècle a été marqué par l'explosion démographique. En 1900, la **population** mondiale était estimée à 1,5 milliard d'habitants, soit cinq fois moins qu'au début du XXI^e siècle. C'est dans les années 1960-1970 que la **croissance** démographique a été la plus rapide. Celle-ci est désormais plus faible (moins de 1 % par an) : on compte environ 400 000 naissances chaque jour dans le monde.

Le monde est inégalement peuplé. À l'échelle des continents, l'Asie regroupe 59 % de la population mondiale, devant l'Afrique (18 %), l'Amérique (13 %) et l'Europe (9 %). À l'échelle des États, l'Inde (1,42 milliard d'habitants) et la Chine (1,40 milliard) regroupent 35 % de la population mondiale. Au sein des États, certains espaces sont peu peuplés (hautes montagnes, déserts, forêts équatoriales) tandis que d'autres sont densément peuplés (littoraux, villes).

La population mondiale s'urbanise. En 2023, environ 60 % de la population mondiale réside en ville. La **transition urbaine** planétaire se traduit par l'essor de **mégapoles**. Certaines villes ont vu leur population doubler au cours des trente dernières années, en raison de l'**exode rural**, notamment en Asie du Sud (Jakarta, Mumbai), en Afrique (Lagos) ou en Amérique du Sud (São Paulo). Elles dépassent désormais d'autres métropoles qui avaient connu ce phénomène dans la première moitié du xxe siècle (Londres, New York).

2. Des trajectoires démographiques différenciées

L'augmentation de la population s'explique par la transition démographique.

Dès le XIX^e siècle, certaines sociétés (Grande-Bretagne, Allemagne, Italie...) ont connu un net recul de leur mortalité (amélioration de l'hygiène, développement de la médecine) tout en conservant une fécondité élevée. Ce phénomène d'augmentation de l'**accroissement naturel** s'est généralisé dans la seconde moitié du XX^e siècle à l'ensemble de la planète, contribuant ainsi à l'explosion démographique mondiale.

La transition démographique est inégale selon les pays. Tous les États de la planète ne sont pas au même niveau de transition démographique : les pays développés ont achevé la leur (**fécondité** faible), ce qui n'est pas le cas de tous les pays en développement. Certains États voient même leur population diminuer (Corée du Sud, Chine). À l'opposé, de nombreux pays d'Asie et d'Afrique connaissent un fort accroissement naturel (Pakistan, Nigeria, République démocratique du Congo).

Les trajectoires démographiques sont différenciées. Certains États ont adopté des **politiques anti-natalistes** parfois autoritaires (politique de l'enfant unique en Chine de 1979 à 2015) ; d'autres, des politiques en faveur de la natalité (Singapour depuis le début des années 2000). La géographie de la fécondité dans le monde reste très inégale et les hiérarchies entre les pays peuvent être rapidement bouleversées. Le Nigeria devrait ainsi devenir le troisième pays le plus peuplé au cours des prochaines décennies.

3. Les défis démographiques à venir

Le premier défi est celui du nombre. La population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards d'habitants en 2050. La population africaine devrait quasiment doubler, passant de 1,4 milliard à 2,5 milliards en 2050 et environ 4 milliards en 2100. Les

risques liés à cette croissance sont nombreux : explosion des besoins (santé, logement, nourriture, éducation, énergie, eau), conflits dans des espaces de forte densité de **peuplement**, multiplication des bidonvilles, insécurité alimentaire dans les régions économiquement et politiquement vulnérables, dégradations environnementales, etc.

Le vieillissement de la population représente un autre défi. Ce phénomène généralisé s'explique par l'allongement de l'espérance de vie et la baisse de la fécondité. La part des plus de 65 ans dans le monde passera de 9 à 16 % d'ici 2050. Le vieillissement concerne aujourd'hui essentiellement les pays développés (Japon), entraînant un manque de main-d'œuvre et l'augmentation des dépenses de santé, mais il touche également les pays émergents (Chine, Inde), les contraignant à abandonner le **contrôle des naissances**. Le reste du monde (Afrique) demeure jeune. En 2023, 25 % de l'humanité a moins de 15 ans.

Le vieillissement de la population se trouve au cœur d'enjeux économiques et sociaux. Les retraités aisés, par leur consommation, peuvent dynamiser certains secteurs, en particulier le tourisme. De plus, la **silver économie** favorise la création d'emplois en lien avec les seniors, mais les systèmes collectifs de prise en charge (protection sociale) sont difficiles à financer. L'immigration constitue une réponse partielle au problème de pénurie de main-d'œuvre (Allemagne, Japon).

S'entraîner p. 108 : Quelles réponses les États apportent-ils à leurs défis démographiques ?

Doc 2 p. 108 : L'implication d'acteurs privés en Corée du Sud (Asie)

Les gouvernements, en Corée du Sud comme ailleurs, ont lancé en vain des politiques pour lutter contre l'effondrement démographique. Ils offrent plus d'allocations familiales, plus de places en crèche ou encore plus de congés parentaux. Mais le nombre de naissances continue de baisser inexorablement. Alors en Corée du Sud, un groupe de construction privé vient d'annoncer qu'il allait désormais donner 70 000 euros à ses employés qui accueillent un nouveau bébé. [...] Le patron de Booyoung explique que c'est la survie de son groupe qui est en jeu à long terme. Si le nombre de naissances continue de s'effondrer en Corée, il n'aura un jour plus assez de clients et en suivant les courbes actuelles, la population coréenne va même être divisée par deux d'ici 2100. Le groupe explique aussi qu'il va souffrir très rapidement d'un effondrement de la main-d'œuvre dans le secteur de la construction. C'est pour cela qu'il a décidé de lancer son plan des primes au bébé. Dorénavant, le groupe entend donc verser 100 000 millions de wons (70 000 euros) aux employés qui auront un bébé.

**Yann Rousseau, « Corée du Sud : face à la baisse démographique qui inquiète l'armée, des élus suggèrent d'imposer le service militaire aux filles »,
Franceinfo.fr, 30 janvier 2024.**

Doc 3 p. 108 : Les dynamiques démographiques en Allemagne (Europe)

	2000	2005	2010	2015	2020	2022
Population (en millions)	82,2	82,5	81,8	81,7	83,1	84
Fécondité (enfant/femme)	1,4	1,3	1,4	1,5	1,5	1,6
Part des plus de 65 ans dans la population	16 %	19 %	20 %	21 %	22 %	22 %
Part des immigrés dans la population totale	10,8 %	11,4 %	11,9 %	12,5 %	18,9 %	20,3 %

Sources : Banque mondiale, OCDE, Eurostat, 2023.

Doc 5 p. 109 : La politique familiale au Nord de l'Italie (Europe)

Nichés au cœur des Alpes, aux frontières de la Suisse et de l'Autriche, la région autonome du Trentin-Haut-Adige et son million de résidents affichent le niveau de naissance le plus élevé du pays. Avec 1,5 enfant par femme, contre 1,24 à l'échelle nationale, la région se cale sur la moyenne européenne. [...] Pas de recette miracle, explique Alessandro Rosina, professeur de démographie à l'université du Sacré-Cœur de Milan, « mais une même attention spécifique et continue à l'égard des familles, des couples et des jeunes ». [...] Aux financements ordinaires de Rome s'ajoute dans la région à statut spécial un large éventail de coups de pouce : chèque provincial mensuel pour chaque enfant jusqu'à ses 3 ans, soutien aux couples qui utilisent le congé paternité du côté altoatesino², aides pour les foyers à faibles revenus chez leurs voisins trentini³. L'accent est également mis sur l'accès au logement afin de faciliter le départ du nid familial (autour de 30 ans en Italie !) et de limiter la prolifération des « Neet », ces jeunes éloignés des bancs de l'université comme du marché du travail (un tiers des 15-29 ans). Autant de facteurs d'incertitude qui repoussent l'âge du premier enfant.

Quentin Raverdy, « Natalité : cette région qui redonne des couleurs à une Italie vieillissante », *Le Point*, 6 septembre 2023.

² Région du Tyrol, province du Haut-Adige.

³ Habitants de la province du Trentin.

1. Un monde inégalement développé

Le développement constitue une transition majeure dans l'histoire des sociétés. Ce bouleversement repose sur le passage d'une économie agricole et d'une société majoritairement rurale, où la pauvreté est généralisée, à une économie urbaine et une société citadine où la pauvreté est minoritaire. Il existe plusieurs façons de mesurer le développement et les **inégalités**. Certains indicateurs mesurent uniquement les performances économiques (PIB, PIB/habitant) et d'autres sont plus complets (**IDH**).

Le développement est révélateur de progrès. Il repose sur une capacité à redistribuer de manière équitable les résultats de la **croissance** économique. Le développement se traduit par des améliorations sociales : ainsi, depuis 1980, le PIB de l'Indonésie a été multiplié par 18, le taux d'alphabétisation des adultes est passé de 68 % à plus de 99 % et un Indonésien vit désormais en moyenne dix ans de plus. Sur le plan politique, le développement s'accompagne de progrès de la démocratie : pluralisme politique, élections libres, respect des droits humains, etc.

Le développement progresse dans quasiment toutes les régions du monde, mais à des rythmes différents. En 2021, 115 pays ont un IDH élevé ou très élevé (supérieur à 0,7) et 32 ont un IDH faible (inférieur à 0,55). Toutefois, les écarts demeurent importants : la Suisse est première avec un IDH de 0,962 et le Soudan du Sud dernier avec un IDH de 0,385. Les richesses sont inégalement partagées : en Amérique latine, les 10 % les plus aisés possèdent plus de la moitié du revenu national.

2. Des inégalités de développement à toutes les échelles

À l'échelle mondiale, il n'existe pas un modèle unique de développement. Les trajectoires de développement sont nombreuses. On distingue les pays développés à hauts revenus et les pays en développement, eux-mêmes divisés entre les **pays émergents**, les pays en situation intermédiaire (exemple : pays producteurs de pétrole) et les **PMA** (Pays les Moins Avancés). Les PMA, pays africains en majorité, concentrent les indicateurs socio-économiques les plus défavorables : sous-nutrition, pauvreté, manque d'accès aux soins, faiblesse des infrastructures (transports, éducation), etc.

À l'échelle des continents et des États, les inégalités de développement restent fortes. Les régions métropolitaines ou littorales concentrent la croissance et le progrès. C'est particulièrement le cas dans les pays émergents (Chine, Brésil). Au Brésil, la région du Sudeste représente à elle seule environ 60 % du **PIB** national. En revanche, les territoires intérieurs de ces États-continentaux (Chine intérieure) apparaissent davantage en marge.

Aux échelles régionale et locale, les inégalités de développement sont également très fortes. Ces inégalités sont marquées entre les habitants d'un même pays : en Russie, les 1 % les plus aisés détiennent environ le quart des revenus totaux. Elles sont marquées entre villes et campagnes : les taux de pauvreté sont plus élevés dans les zones rurales. Les inégalités sont également marquées au sein des villes, dans les pays développés (concentration de la pauvreté dans certains quartiers) comme dans les pays en développement où les bidonvilles cumulent les handicaps (insalubrité, insécurité).

3. Réduire les inégalités : un défi du développement durable

Les inégalités représentent un obstacle au développement. L'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités constituent d'ailleurs deux des 17 « Objectifs de Développement Durable » de l'Agenda 2030 adopté par l'ONU en 2015. Ce sont les populations les plus pauvres qui sont les plus touchées par les catastrophes naturelles (Bangladesh, Haïti). Les inégalités ne sont pas seulement économiques, elles sont de tous types : sexe, âge, origine ethnique, religion, exposition à la pollution, etc.

À l'échelle des États, de nombreuses initiatives sont menées afin de réduire la pauvreté et les inégalités : distribution de vaccins aux Philippines, construction de routes à Madagascar, aide alimentaire au Yémen, etc. Il existe l'aide publique au développement (APD) en faveur des pays qui en ont le plus besoin. Les ONG jouent également un rôle important (*Action contre la faim, Médecins du monde*). Ces actions permettent des progrès considérables : le taux mondial d'extrême pauvreté est ainsi passé de 36 % en 1990 à moins de 10 % aujourd'hui.

Les inégalités demeurent importantes. La part du patrimoine détenue par les milliardaires (environ 2 700 personnes dans le monde) est passée de 1 % en 1995 à 3,5 % en 2023. Cette inégale répartition des richesses s'est accélérée pendant la pandémie du Covid-19 (2020). Plusieurs dizaines de millions de personnes ont basculé dans l'**extrême pauvreté** avec la crise sanitaire et l'augmentation des prix (guerre en Ukraine depuis 2022). L'Afrique reste le continent qui compte le plus de pauvres.

S'entraîner p. 114 : Comment la pauvreté a-t-elle évolué dans le monde depuis 1990 ?

Doc clé p. 114 : L'évolution de la pauvreté dans le monde et au Niger (Afrique)

		1990	2000	2010	2020
IDH	Monde	0,601	0,645	0,697	0,735
	Niger	0,216 (146 ^e rang mondial)	0,262 (175 ^e rang mondial)	0,338 (189 ^e rang mondial)	0,401 (189 ^e rang mondial)
Part de la population vivant dans l'extrême pauvreté (en %)	Monde	38	29	16	9
	Niger	85	Non disponible	60	50
Espérance de vie à la naissance	Monde	65 ans	68 ans	71 ans	72 ans
	Niger	42 ans	49 ans	58 ans	62 ans
Taux de mortalité infantile (en ‰)	Monde	65	53	37	29
	Niger	134	98	66	60

Regards croisés p. 116 : Les inégalités de logement dans le monde

Doc 2 p. 116 : Le logement : un problème de définition

En droit français, le logement est un bien juridique et une catégorie administrative. Il est à ce titre soumis à des normes fixées par le droit de l'urbanisme et de l'immobilier. Une construction doit répondre à des critères légaux pour être considérée comme habitable. Il doit répondre à un certain nombre de règles définies par le Code de la construction et de l'habitation. Une pièce principale doit être d'une surface habitable au moins égale à 9 m² et d'une hauteur sous plafond au moins égale à 2,20 m, bénéficiant d'un éclairage naturel suffisant et d'un ouvrant donnant à l'air libre ; une installation d'alimentation en eau potable et d'évacuation des eaux usées, une pièce spéciale pour la toilette, comportant une douche ou une baignoire et un lavabo. [...] Cette approche diffère du droit anglais, selon lequel un logement (*dwelling*) est une unité d'hébergement utilisée par un ou plusieurs ménages comme domicile tels une maison, un appartement, un mobil-home, une péniche, un véhicule ou toute autre structure « substantielle » (*self-contained "substantial" unit of accommodation*). Une tente ne semble cependant pas être considérée comme substantielle.

Yankel Fijalkow, Bruno Maresca, *L'Archipel résidentiel. Logements et dynamiques urbaines*, Armand Colin, 2022.

Doc 3 p. 116 : La suroccupation de logements dans quelques pays de l'OCDE

	Pourcentage de logements suroccupés ⁴
Colombie	34,6
Mexique	31
Pologne	28,4
Turquie	23,8
Italie	19,4
Grèce	18,2
France	7,2
Corée	4,7
États-Unis	4,2
Japon	1,6
Royaume-Uni	0,8

4 Un logement suroccupé est un logement dans lequel chaque individu d'un ménage d'au moins deux personnes ne dispose pas d'au moins 1 pièce de vie. Un ménage de 3 personnes vit dans un logement suroccupé s'il ne dispose que de 2 pièces de vie.

Nouvelle-Zélande	0,7
------------------	-----

Source : OCDE, 2023.